

Programmation de l'énergie : un objectif mal fondé, à atteindre quoi qu'il en coûte

Le gouvernement a mis en consultation un document intitulé « Stratégie française pour l'énergie et le climat » qui présente une programmation pluriannuelle de l'énergie, PPE, d'ici 2030 ou 2035 conçue pour pouvoir respecter l'objectif de 2050.

L'objectif à long terme – 2050 – est mal fondé

C'est le même que celui de l'actuelle SNBC, à savoir la neutralité carbone dès 2050, c'est-à-dire faire en sorte que les émissions de CO₂ depuis le territoire national ne soient pas supérieures aux quantités absorbées naturellement ou mises en stock : les émissions nettes sont nulles.

Pourquoi cette échéance de 2050 ? « souveraineté », baisse des importations et lutte contre le changement climatique. Or, la sécurité d'approvisionnement n'exige pas l'autarcie. Quant au climat, les auteurs de ce projet ignorent-ils qu'il dépend du *total mondial* des émissions de CO₂ ? Et connaissent-ils vraiment l'Accord de Paris (article 6) et le Pacte de Glasgow ? En tout cas, ils n'en parlent pas.

L'objectif à long terme – 2050 – est source de dépenses inutiles car il y a beaucoup mieux à faire

La France ne pourra pas disposer en 2050 de la capacité nucléaire lui permettant d'éviter toute émission de CO₂ au moindre coût. Donc, vouloir y parvenir dès 2050 demandera beaucoup plus de dépenses et de contraintes que si l'échéance était 2065 ou 2070. Or au sens de l'Accord de Paris il serait possible d'être « neutre en carbone » dès 2050 en évitant à cette date dans d'autres pays autant d'émissions que ce que nous émettrons alors ; cela pourrait se faire dans le cadre d'accords de coopération *bilatéraux* dont la portée, débordant largement la production d'énergie, s'étendrait à la formation, aux transferts de technologie, à la sécurité, à la gouvernance ; ce serait une approche nouvelle.

La programmation PPE d'ici 2035 : c'est « quoi qu'il en coûte »

Le niveau de consommation, dicté par l'objectif de ne pas consommer d'énergie fossile dès 2050, est très contraignant et coûteux. Il obligerait par exemple à diminuer de plus de 20 % les distances parcourues par les véhicules alors que la population augmente. Quant au chauffage, une récente publication de la Direction générale du Trésor constate que les dépenses d'isolation thermique sont trois à quatre fois supérieures à ce qui était supposé lorsque la SNBC a été votée. Elle mentionne aussi les coûts échoués dans le secteur automobile ou ailleurs. Or, dans le document soumis à consultation, il n'y a *rien* sur les coûts du CO₂ évité par les actions qui y sont recommandées ou rendues obligatoires. Cette désinvolture face aux dépenses est assez vertigineuse !

La production d'énergie

Le document reconnaît – enfin ! – le rôle prééminent du nucléaire. L'éolien et le photovoltaïque sont là pour combler l'insuffisance de nucléaire. Il manque toutefois dans une perspective à long terme une relance immédiate des recherches et développement sur des *réacteurs surgénérateurs*.

Selon le document soumis à consultation, les stockages d'électricité et les « flexibilités » pourraient réduire à presque rien le besoin de nouvelles capacités de production à partir de gaz. Résultat étonnant mais impossible à commenter car (comment l'admettre ?) RTE refuse de communiquer ses hypothèses sur le profil de consommation. En tout cas, à partir des données disponibles, si ce profil est celui de l'année 2012 (avec une période de grand froid) et en l'absence de vent lorsque la demande est forte, sans stockage ni flexibilités, le besoin de production à partir de gaz et/ou d'importations serait supérieur à 50 GW. Une simulation montre que les stockages et flexibilités pourraient réduire ce besoin de 20 GW. Restent 30 GW de production à partir de gaz et d'importation, hors aléas techniques.

Et pourquoi donc démonter les chaudières au fioul là où l'on installe des pompes à chaleur ? Ces chaudières, qui seraient fort peu utilisées, apporteraient une capacité d'effacement de plusieurs GW.

Quant à la biomasse, la PPE y recourt abondamment pour produire de la chaleur, du biocarburant, du gaz, et de l'électricité au risque de dépasser les ressources accessibles.

Au total, on nous a présenté un document issu d'un travail sérieux, certes, mais encore inachevé et construit sur des bases friables conduisant à des milliards de dépenses inutiles et à des incertitudes.

Plus de commentaires sur www.hprevot.fr/energie-2030-2035.html avec entre autres choses un tableau croisé de consommation d'énergie par secteur d'utilisation et type d'énergie répliquant autant que possible la PPE.